



nswp Global Network of Sex Work Projects
Promoting Health and Human Rights

Enquête d'impact COVID-19 – Amérique du Nord et Caraïbes

Introduction

En avril 2020, le NSWP [a lancé une enquête mondiale](#) pour comprendre l'impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe. L'enquête a reçu 156 réponses au total, de 55 pays différents, dont 53 provenaient de 6 pays – Canada, Guyana, Mexique, Suriname, Trinidad, États-Unis – en Amérique du Nord et dans la région des Caraïbes.¹

Vue d'ensemble du paysage juridique²

Canada

Au Canada, la vente de rapports sexuels est légale, mais il est illégal de racoler dans un lieu public qui est en vue ou à côté d'une école, d'une aire de jeux ou d'une garderie, et se trouver simplement dans des endroits interdits à une travailleuse du sexe, est criminalisé. L'achat de sexe et la communication aux fins de l'achat de sexe est criminalisé. Le travail du sexe n'est pas reconnu comme un travail.

Guyana

En Guyane, les faits de flâner et d'importuner à des fins de prostitution sont criminalisés, mais l'achat de relations sexuelles ou d'activités qui y sont associées ne sont pas criminalisés. Les activités connexes telles que le « proxénétisme » dans les lieux publics, vivre des revenus d'une travailleuse du sexe, l'approvisionnement et l'entretien des maisons closes sont criminalisés. Il existe une loi interdisant de permettre aux « prostituées » de se réunir dans des locaux intérieurs. La loi sur l'immigration donne à l'État le droit de refuser l'entrée s'il y a une croyance raisonnable que la personne vient au pays à des « fins de prostitution ».

Mexique

Au Mexique, les lois sur le travail du sexe varient au niveau local. Dans certains États, le travail du sexe est réglementé et dans d'autres États, il est illégal. Un exemple de réglementation est fourni par la ville de Tijuana où le travail du sexe est réglementé et les

¹ Note : Nous n'avons reçu des données complètes que des 5 pays – Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

² "[Cartographie mondiale des lois sur le travail du sexe](#), NSWP.



travailleuses du sexe doivent s'inscrire et subir des contrôles de santé obligatoires pour recevoir une carte de santé et travailler légalement. Si vous avez une carte de santé, vous pouvez travailler à l'extérieur dans des zones désignées ou dans des établissements agréés. Si vous travaillez autrement, c'est considéré comme illégal. Acheter du sexe n'est pas criminalisé. La loi mexicaine contre la traite des êtres humains confond la traite des êtres humains avec le travail du sexe. Elle est dangereusement large et comprend le fait de « vivre des revenus de la prostitution ».

Surinam

Vendre du sexe est légal et l'achat de sexe n'est pas criminalisé. La tenue de maisons closes, et le « proxénétisme » sont techniquement illégaux, bien que les maisons closes soient fréquemment tolérées par les autorités.

Trinidad

Le racolage en tout lieu à des fins « immorales » est criminalisé. Vivre des revenus d'une travailleuse du sexe, l'approvisionnement et l'entretien des maisons closes criminalisé. Acheter du sexe n'est pas criminalisé. La loi sur l'immigration donne à l'État le droit de refuser l'entrée s'il y a une croyance raisonnable que la personne vient au pays à des « fins de prostitution ».

États-Unis

Le travail du sexe est réglementé au niveau national et au niveau des états, et les lois sur le travail du sexe varient d'un état à l'autre des États-Unis. L'achat de sexe est criminalisé dans de nombreux États américains. En ce qui concerne l'immigration, l'entrée peut être refusée aux personnes qui ont vendu des rapports sexuels ou qui « ont cherché à se prostituer ou à se procurer des prostituées au cours des 10 dernières années ».

Impact du COVID-19 sur les travailleuses du sexe en Amérique du Nord et dans les Caraïbes

La pandémie COVID-19, comme dans d'autres crises sanitaires, met en lumière les inégalités existantes et touche de manière disproportionnée les personnes déjà criminalisées, marginalisées et vivant dans des situations financièrement précaires, souvent en dehors des mécanismes de protection sociale. Des organisations de travailleurs du sexe de toutes les régions signalent un manque d'accès aux régimes nationaux de protection sociale et l'exclusion des mesures de protection sociale d'urgence mises en place pour les autres travailleurs, en particulier lorsque le travail du sexe est criminalisé. À la suite de la pandémie de COVID-19, les travailleuses du sexe du monde entier connaissent des difficultés, une perte totale de revenus et une discrimination et du harcèlement accrus.³

Veillez décrire comment la communauté des travailleuses du sexe de votre endroit a été touchée par COVID-19.

³ [Covid-19](#), NSWP.



«Absolument dévasté. Les gens ont faim. Les gens ont peur de travailler ou de ne pas travailler. – Organisation des travailleuses du sexe, Canada

« La communauté des travailleuses du sexe de l'État de Washington a été gravement touchée par le coronavirus et la discrimination par les politiques des États et du gouvernement fédéral qui interdisent de fournir aux travailleurs du sexe la même aide qu'aux autres citoyens, ce qui a amené bon nombre d'entre nous à continuer à travailler pour payer nos factures. » – Organisation de travailleurs du sexe, États-Unis

À mesure que les travailleuses du sexe et leurs clients s'isolent, les travailleuses du sexe ne sont pas protégées, de plus en plus vulnérables et incapables de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. De nombreuses travailleuses du sexe se trouvent maintenant dans des situations plus risquées et plus à risque de violence.⁴

« Les clubs sont fermés donc je n'ai pas d'endroit pour danser. Les clients ont commencé à me contacter d'une manière arrogante et abusive, s'attendant à ce que je sois désespérée et prête à prendre toute offre qui vienne pour MOINS CHER QUE D'HABITUDE ! Physiquement agressifs et odieux. Malgré le fait qu'il n'y ait pas de rémunération pour les risques. Beaucoup de clients se sentent en droit que je sorte toujours pour eux et de les divertir dans des rencontres privées dans des quartiers chauds/dispositions et conditions dangereuses. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

Quelles mesures les gouvernements prennent-ils en réponse à COVID-19?

Lorsqu'on leur a demandé de répondre aux mesures prises par leur gouvernement dans la réponse à COVID-19, les réponses ont été les suivantes.

- 33/33 réponses ont signalé des mesures de distanciation sociale ou physique.⁵
- 28/33 réponses ont rapporté l'auto-isolement pour les personnes vulnérables.⁶
- 22/33 réponses ont rapporté la mise en quarantaine de certaines zones ou certaines personnes.⁷

Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer d'autres mesures que les gouvernements ont prises, 16 des répondants ont donné des réponses, touchant davantage aux restrictions de confinement et à l'impact que cela a sur les travailleurs du sexe.⁸

«Chambres d'hôtel uniquement pour ceux testés positifs. Seulement tester des populations très spécifiques. Les lignes directrices sur la santé ont dicté que tous les travaux corporels en personne doivent être arrêtés et passibles d'amendes. Augmentation de l'argent à la police. Les travailleurs sans papiers ne sont pas admissibles aux prestations d'urgence, seules les personnes qui ont fait des impôts sont admissibles à des prestations d'urgence. " – Organisation des travailleuses du sexe, Canada

«Fermer l'économie dans l'État de Washington. Le projet de loi d'aide fédérale adoptée pour aider les Américains pendant cette situation d'urgence ont été interdits d'être donnés à

⁴ Covid-19, NSWP.

⁵ Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

⁶ Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

⁷ Canada, Guyana, Trinidad, États-Unis.

⁸ Canada, Mexique, États-Unis.



toute personne travaillant dans l'industrie du sexe, même si elles sont dans des emplois légaux tels que les strip-teaseuses ou les fabricants de jouets sexuels. – Travailleuse du sexe, États-Unis

« Fermeture d'hôtels, bars, restaurants, suspension des services gouvernementaux non essentiels. » – Organisation de travailleurs du sexe, Mexique

Les gouvernements ou les forces de l'ordre ont-ils pris des mesures répressives en réponse à COVID-19 visant directement les travailleurs du sexe ?

Sur la base d'une liste de mesures, les réponses étaient les suivantes :

- 19/33 ont signalé la fermeture de maisons closes, bars, salons de massage, etc.⁹
- 12/33 ont signalé des mesures de répression dans les zones connues pour le travail du sexe dans la rue.¹⁰
- 8/33 a signalé une surveillance accrue du travail du sexe indépendant.¹¹
- 6/33 ont signalé une augmentation des perquisitions, des arrestations et des poursuites.¹²
- 1/33 a signalé des tests obligatoires pour COVID-19.¹³
- 1/33 a signalé des poursuites pour un test positif pour COVID-19.¹⁴

Lorsqu'on leur a donné l'occasion d'ajouter d'autres mesures, 10/33 répondants ont fourni des réponses, en évoquant la surveillance accrue du travail du sexe et les mesures que les gouvernements mettent en œuvre et qui ont un impact négatif sur les travailleuses du sexe qui sont déjà dans des situations précaires.¹⁵

« Exiger du personnel de l'hôtel qu'il informe la police s'il soupçonne des travailleurs du sexe de travailler dans leur hôtel ou s'ils risquent de ne pas avoir renouvelé leur permis d'affaires. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

« En Ontario, nous devons présenter une pièce d'identité lorsqu'on nous le demande, mais nous n'avons pas tous une pièce d'identité, et ce n'est pas sécuritaire pour tout le monde, surtout pour les travailleurs sans papiers. » – Travailleuse du sexe, Canada

« Le gouvernement ne fait pas de chèques aux personnes qui doivent une pension alimentaire pour enfants, ce qui signifie que le gouvernement ne se soucie pas si vous mourez ou non. » – Organisation de travailleurs du sexe, États-Unis

Comment ces mesures ont-elles eu un impact sur les travailleuses du sexe?

⁹ Canada, Mexique, Trinidad, États-Unis.

¹⁰ Canada, Guyana, Trinidad, États-Unis.

¹¹ Canada, Trinidad, États-Unis.

¹² Canada, Guyana, Trinidad, États-Unis.

¹³ États-Unis.

¹⁴ États-Unis.

¹⁵ Canada, Mexique, États-Unis.

26/33 répondants ont répondu à cette question ouverte, chacun donnant un aperçu des niveaux d'inégalité extrême auxquels les travailleuses du sexe sont confrontées pendant cette pandémie.¹⁶

« Financièrement, physiquement, émotionnellement et en tant que parent. » – Travailleuse du sexe, Guyana

« Nous ne sommes pas en mesure de respecter toutes nos lignes directrices et nos lois gouvernementales parce que nous n'avons pas d'autre source de revenu ou de soutien que le travail du sexe en contact étroit, exactement ce que nous sommes censés éviter. » – Travailleuse du sexe, Canada

« Il n'y a pas eu d'augmentation du nombre d'arrestations, même si la présence de la police et des forces de sécurité s'est accrue dans de nombreux endroits où les travailleurs du sexe travaillent, mais les organisations de soutien qui s'efforcent d'aider les travailleuses du sexe reçoivent une attention accrue de la part de la police et des forces de sécurité, ce qui rend difficile le soutien aux travailleurs du sexe. » – Organisation des travailleuses du sexe, États-Unis

Le COVID-19 a-t-il réduit l'accès aux services et aux produits de santé essentiels ?

En plus d'une crise économique mondiale, l'accès aux soins de santé a également été gravement affecté par la crise actuelle et les travailleurs du sexe sont confrontés à l'impact de la manière suivante :

- 19/33 réponses ont signalé un accès réduit aux préservatifs et lubrifiants.¹⁷
- 20/33 réponses ont signalé un accès réduit aux services de réduction des risques.¹⁸
- 9/33 réponses ont signalé un accès réduit au traitement contre le VIH.¹⁹
- 21/33 réponses ont signalé un accès réduit au dépistage et au traitement des IST.²⁰

Y a-t-il eu des mesures positives du gouvernement ou des autorités locales pour aider à protéger les travailleuses du sexe?

Compte tenu d'une liste de mesures, les réponses des 33 enquêtes complètes sont les suivantes :

- 2/33 ont signalé une interdiction temporaire des perquisitions, des arrestations et/ou des poursuites pour des infractions liées au travail du sexe.²¹
- 3/33 ont indiqué que leur gouvernement s'assurait que les travailleurs du sexe migrants documentés et sans papiers puissent accéder aux services de santé.²²

¹⁶ Canada, Guyana, Mexique, États-Unis.

¹⁷ Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

¹⁸ Canada, Guyana, Mexique, États-Unis.

¹⁹ Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

²⁰ Canada, Guyana, Mexique, Trinidad, États-Unis.

²¹ États-Unis.

²² États-Unis.

Lorsqu'on leur a donné la possibilité d'ajouter d'autres mesures positives du gouvernement ou des collectivités locales, 8 répondants ont fourni des réponses.²³ Bon nombre des réponses reflétaient des actions positives qui étaient encore hors de portée des travailleuses du sexe.

« *Seuls quelques approvisionnements alimentaires et de soutien économique, mais seulement à ceux qui ont présenté les documents officiels, beaucoup d'entre eux, en particulier les femmes, ne font pas confiance à la confidentialité de l'utilisation de ces données si beaucoup d'entre eux ont été laissés de côté.* » - Organisation de travailleurs du sexe, Mexique

« *L'État de Washington est exceptionnellement gentil avec les étrangers sans papiers et leur permet d'accéder aux soins de santé de l'État et à d'autres programmes, mais les refusera s'ils apprennent que la personne est une travailleuse du sexe.* » – Travailleuse du sexe, États-Unis

Les travailleuses du sexe sont-elles incluses dans les programmes de protection sociale et de soutien économique?

Les répondants ont reçu une liste de programmes de protection sociale et de soutien économique et on leur a demandé d'indiquer quels régimes sont disponibles pour la population en général et si ces régimes sont également disponibles pour les travailleurs du sexe.

Régime : Régimes de soutien de revenu pour les travailleurs salariés et les travailleurs indépendants - lorsque certains revenus ou allocations de chômage sont payés par l'État.

- 27/33 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²⁴
- 9/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁵

Régime : Fonds d'urgence pour les personnes en difficulté.

- 21/33 a signalé que ce régime est disponible pour la population générale.²⁶
- 5/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁷

Schéma : Emballages alimentaires d'urgence / fournitures essentielles.

- 17/33 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.²⁸
- 11/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.²⁹

Régime : Régimes d'allégement des loyers et des prêts hypothécaires.

- 13/33 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.³⁰

²³ Canada, Mexique, États-Unis.

²⁴ Canada, Mexique, États-Unis.

²⁵ Canada, États-Unis.

²⁶ Canada, Mexique, États-Unis.

²⁷ Canada, Mexique, États-Unis.

²⁸ Canada, Mexique, États-Unis.

²⁹ Canada, Mexique, États-Unis.

³⁰ Canada, États-Unis.

- 2/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.³¹

Régime : Interdiction des expulsions pour loyer ou arriérés hypothécaires.

- 24/33 a signalé que ce régime est disponible pour la population générale.³²
- 11/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.³³

Régime : Options de logement d'urgence pour les sans-abri.

- 29/33 a indiqué que ce régime est disponible pour la population générale.³⁴
- 8/33 a indiqué que ce système est disponible pour les travailleurs du sexe.³⁵

De plus, trois répondants ont mentionné le traitement des sans-abri et des personnes qui consomment de la drogue aux États-Unis.

« En fait, ils ont rassemblé des sans-abris et les ont tous rassemblés dans une zone humide désignée par le gouvernement, et les cas d'hépatite A se propagent comme une traînée de poudre. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

« La plupart des États-Unis ont laissé des sans-abris dans les rues, en fait dans le Nevada, ils ont mis les sans-abris dans un parking extérieur vide comme s'ils étaient des chiens, sans tentes. Certaines citations ont mis les sans-abris dans les hôtels, mais ici, en RI, ils n'ont pas fourni un abri pour les sans-abris, la plupart de nos refuges pour sans-abris sont toujours pleins. Nos refuges locaux ont déjà infecté des gens parce que les membres du personnel sont autorisés à aller et venir, propageant ainsi l'infection, nos prisons et nos maisons de soins infirmiers ont le même problème. » – Organisation de travailleurs du sexe, États-Unis

« Je sais que SF essaie d'obtenir pour les sans-abris des chambres d'hôtel vides. N'ont pas entendu des gens exclus pour le travail du sexe, mais ont entendu parler de gens exclus pour être sous Saboxone un médicament de remplacement des opioïdes. Je ne peux pas imaginer que des travailleuses du sexe divulguent qu'elles sont travailleuses du sexe pour la demande d'aide. » - Travailleur du sexe, États-Unis

Si les travailleuses du sexe ne sont pas admissibles à ces régimes, pourquoi les répondants pensent-ils qu'ils sont exclus?

Vingt-cinq répondants ont répondu à cette question, abordant les questions relatives à la discrimination, à la stigmatisation et à un paysage juridique qui criminalise le travail du sexe.

Comme le souligne une travailleuse du sexe au Canada, *« le loyer doit encore être payé, et en raison de la criminalisation de notre travail, nous ne pouvons pas déclarer avec exactitude nos impôts si, du tout, tant de travailleuses du sexe canadiennes sont laissées sans aide du CERB ou de l'IE. »*

³¹ Canada, États-Unis.

³² Canada, États-Unis.

³³ Canada, États-Unis.

³⁴ Canada, Mexique, États-Unis.

³⁵ Canada, Mexique, États-Unis.



« Elles ne sont pas considérées comme un groupe de grande vulnérabilité, ces mesures ont été générés par leur invisibilité. » – Organisation de travailleurs du sexe, Mexique

« Beaucoup de raisons. Tout cela se résume à la stigmatisation. Mais plus précisément, il est plus probable que les travailleurs du sexe noirs, les travailleurs du sexe de couleur, les travailleurs du sexe sans papiers, les travailleurs du sexe trans, et les travailleurs du sexe handicapés ne seront pas admissibles tant que les travailleurs du sexe cis blanc valides ne sont pas admissibles. » - Travailleur du sexe, États-Unis

Comment la communauté des travailleuses du sexe réagit-elle à cette crise?

Fonds d'urgence

20/33 des réponses ont indiqué que la communauté locale des travailleuses du sexe avait établi des fonds d'urgence ou était en train d'essayer de trouver du financement.³⁶

Ces réponses illustrent à quel point la communauté des travailleuses du sexe a réagi rapidement à la crise, mais aussi que la communauté a besoin d'investissements externes pour pouvoir soutenir efficacement toutes les personnes dans le besoin.

«Oui. L'APCE de Vancouver a mis sur pied un fonds communautaire auquel les gens peuvent avoir accès; Je pense qu'ils ont distribué 20-30K \$ en 5 semaines. – Travailleuse du sexe, Canada

«Nous avons recueilli des fonds et donné des subventions en espèces aux travailleuses du sexe qui présentent une demande. Jusqu'à présent, nous avons fourni plus de 21k \$ à la communauté des travailleuses du sexe, mais avons besoin de plus comme 210k \$. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

Fournitures alimentaires d'urgence

10/33 des réponses indiquent que la communauté locale des travailleuses du sexe avait mis en place des fournitures alimentaires d'urgence.³⁷

« Les pantalons ont été livrés par SIBISO, de la même manière que certaines ONG de travail du sexe se sont organisées pour recueillir des provisions et mettre en place de petits garde-manger pour soutenir nos pairs. » - organisation de travailleuses du sexe, Mexique

« Prendre des dons amazones de nourriture et de fournitures en vrac et distribuer au groupe de travailleuses du sexe sans abris. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

Logement d'urgence

8/33 des réponses ont mentionné le soutien d'urgence au logement de la communauté des travailleuses du sexe, mais celles-ci ont été limitées aux offres informelles de logement de pairs, fournissant de l'équipement de camping et faisant pression sur le gouvernement local.³⁸

³⁶ Canada, Guyana, Mexique, États-Unis.

³⁷ Canada, Mexique, États-Unis.

³⁸ Canada, Mexique, États-Unis.



« *De nombreuses travailleuses du sexe de la communauté ont ouvert leur foyer à leurs pairs dans le besoin.* » – Travailleuse du sexe, États-Unis

« *Fourni du matériel de camping aux travailleurs sans-abri.* » – Travailleuse du sexe, États-Unis

« *Notre organisation fait pression pour que la ville ouvre des chambres d'hôtel de façon préventive.* » – Organisation de travailleurs du sexe, Canada

Prise en charge virtuelle

La communauté des travailleuses du sexe compte sur les espaces numériques pour fournir du soutien, des services d'urgence et pour s'entraîner mutuellement à déplacer leur travail en ligne. Lorsqu'on leur a demandé spécifiquement de soutenir virtuellement, 14/33 des réponses ont fourni plus de détails sur d'autres façons dont les travailleuses du sexe utilisaient l'environnement virtuel pour faire face à la crise actuelle.³⁹ De nombreuses réponses ont mentionné des réseaux de soutien informels sur les médias sociaux, mais certaines ont également détaillé comment les organisations utilisent l'espace virtuel pour s'assurer que les travailleurs du sexe soient admissibles au soutien du gouvernement.

« *Nous offrons de l'aide pour faire des impôts afin que les gens puissent être admissibles à un chèque de relance. En outre, aider les gens à naviguer les abattements de loyer et d'autres services.* » – Organisation des travailleuses du sexe, États-Unis

Réponse de la communauté des travailleuses du sexe vs conseils du gouvernement

Le sondage a demandé aux répondants de préciser comment la réponse de la communauté des travailleuses du sexe à COVID-19 a été différente de celle des conseils de leur gouvernement. 29/33 des réponses ont répondu à cette question et fourni des informations supplémentaires sur les différences.⁴⁰

« *Certainement. Nous comprenons le fait que certaines personnes ne peuvent pas s'isoler, et nous soutenons, et non criminalisons ceux qui ont été forcés de continuer à travailler malgré les lignes directrices en matière de santé.* – Organisation des travailleuses du sexe, Canada

« *Oui, parce que le gouvernement ne couvrirait qu'un seul secteur et c'est pourquoi il est important que l'Organisation dirigée par les travailleuses du sexe ait fourni des services et un soutien émotionnel à nos paires.* » – Organisation de travailleurs du sexe, Mexique

« *Nous avons anticipé la réponse du gouvernement pour les travailleurs du sexe. Nous prétendons que c'est notre réponse en tant qu'organisation de la société civile, mais nous ne prétendons pas couvrir la responsabilité de l'État.* » – Organisation de travailleurs du sexe, Mexique

« *Oui. Beaucoup de gens ressentent encore le besoin de sortir et de travailler en personne, mais certaines personnes ont réussi à commencer à gagner de l'argent à partir du travail*

³⁹ Canada, États-Unis.

⁴⁰ Canada, Guyana, Mexique, États-Unis.



virtuel. Malheureusement, moins on est privilégié, moins il y a de telles options. – Organisation de travailleurs du sexe, États-Unis

Autres

Lorsqu'on les a interrogés sur les autres façons dont la communauté des travailleuses du sexe se soutenait mutuellement pendant la pandémie de COVID-19, deux des six réponses ont donné plus d'information sur la fourniture de différents articles essentiels et de trousse de soins aux travailleuses du sexe.

«Les trousse de soins distribuées avec des articles de soins personnels.» – Travailleuse du sexe, Canada

«SWOP Tampa Bay continue de faire de la sensibilisation dans la rue avec des fournitures (préservatifs, lubrifiant, collations, produits d'hygiène, etc.), et de nombreux clients ont aidé à financer cela.» – Travailleuse du sexe, États-Unis

Que faut-il d'autre pour aider à protéger les travailleuses du sexe pendant la pandémie de COVID-19 ?

Vingt et une réponses ont été fournies à cette dernière question ouverte. Ces réponses allaient de l'urgence de la dépénalisation à l'amélioration des mécanismes de protection sociale, et appellent les organisations de travailleuses du sexe à travailler dans l'unité.

« Nous avons besoin d'un revenu universel de base. Nous le savions avant, mais il est plus impératif que jamais de garder non seulement les travailleurs du sexe, mais tout le monde, sûr et au-dessus de l'eau. » – Travailleuse du sexe, Canada

« Il est nécessaire de travailler dans l'unité entre les différentes organisations de travail du sexe, sans rôles de premier plan – pratiquement nous avons été expulsés d'une organisation régionale pour avoir travaillé la campagne « Making Street » avec une autre organisation qui appartient à une autre organisation régionale dans cette crise COVID. Il est nécessaire de mettre en place des abris pour les travailleurs du sexe et les cantines publiques par le gouvernement. Générer un soutien financier et/ou alimentaire pour les travailleuses du sexe" – Organisation des travailleuses du sexe, Mexique

« La décriminalisation est la seule chose qui mettra fin à la discrimination. Ou du moins commencer le voyage vers le respect mutuel et la dignité. Nous n'arrêterons pas tant que nous n'y serons pas parvenus. » – Travailleuse du sexe, États-Unis

Projet soutenu par :



Le NSWP est un partenaire de l'alliance bridging the Gaps – la santé et les droits des populations clés. Ce programme unique répond aux défis communs auxquels sont confrontées les travailleuses du sexe, les personnes qui consomment de la drogue et les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres en termes de violations des droits de l'homme et d'accès aux services de santé et de VIH et de santé dont ils ont tant besoin. Rendez-vous à : www.hivgaps.org pour plus d'informations.